

70^e session de la Commission Economique pour l'Europe
Session de haut niveau, **Mardi 28 avril 2023, 11h30, Salle XIX**

Intervention de la France, S.E. l'Ambassadeur Jérôme Bonnafont

Madame la présidente,

Mesdames et messieurs les ministres,

Madame la Secrétaire générale, recevez l'expression de notre appréciation pour votre engagement et votre conduite des travaux de notre commission,

Mesdames et Messieurs les délégués,

Pour commencer je souhaite rappeler la déclaration de la 67^e Commission Economique pour l'Europe (CEE-NU), approuvée par tous ses Etats membres : « Il importe que le dialogue économique offre une perspective de durabilité, de paix et de prospérité, et qu'il soit guidé par (...) la Charte des Nations Unies et le plein respect du droit international ». Or, c'est justement **en violant les principes du droit international que la Russie a envahi son voisin ukrainien**, engendrant les tragédies humaines que vous savez. Nous réitérons notre appel à la Russie à retirer sans délai ses troupes d'Ukraine.

L'Ukraine est au cœur du territoire européen. Cette guerre a engendré un impact catastrophique sur l'écologie autant que sur l'économie européenne. Mais elle ne doit pas empêcher d'aider nos pays à faire face aux défis économiques et environnementaux que nous devons relever.

**

La transformation verte est l'enjeu qui nous rassemble aujourd'hui. La France y est résolument engagée et le calendrier international rythme notre action.

- Début mars, le One Forest Summit, à l'initiative de la France et du Gabon, a réuni les pays engagés dans la protection des forêts.

- De nombreux pays et organisations, dont cette Commission, ont participé à New York à la Conférence mondiale sur l'eau.
- A Paris aura lieu début juin la 2^e négociation pour le futur traité contraignant sur la pollution plastique - cette pollution étant emblématique des excès de notre société.
- Enfin, concernant le changement climatique, nous préparons la COP28 mais également le Sommet de Paris en juin prochain pour un nouveau pacte financier mondial, visant un développement plus juste.

**

Par ailleurs, les opportunités qu'offre le numérique doivent servir la transition écologique et bénéficier au bien commun : dans l'optimisation des réseaux d'énergie, pour l'industrie ou pour les particuliers ; dans l'agriculture de précision, pour économiser l'eau ou les pesticides ; dans l'organisation de nos transports, et plus généralement de notre vie quotidienne. Les domaines d'activité de la Commission sont particulièrement pertinents à ce sujet et je remercie le secrétariat pour cela.

**

Je voudrais toutefois mentionner ici deux points de vigilance.

Premièrement, le numérique, comme tout secteur industriel, s'accompagne de pollutions, même si elles sont délocalisées, donc peu visibles. Le numérique est déjà responsable de plus de 2% des émissions mondiales de CO₂, soit presque autant que l'aviation.

Dès la fabrication des appareils, l'extraction des métaux a un impact sur les milieux naturels. Puis, en fin de vie, nous devons gérer les déchets numériques.

C'est pourquoi en France, le Ministère de la Transition Ecologique a publié en 2020 une « **feuille de route sur l'environnement et le numérique** » avec 50 mesures pour réduire l'empreinte environnementale du numérique.

Il incombe aux groupes de pays ici rassemblés de se montrer exemplaires en la matière

Deuxièmement, il est de notre devoir d'accompagner la société vers un numérique responsable. La France est mobilisée pour promouvoir un « ordre public numérique » à travers plusieurs initiatives :

- l'Appel de Paris pour la confiance et la sécurité dans le cyberspace.

Lancé en 2018, il a recueilli le soutien de plus de 1 000 acteurs de tous les continents : états, entreprises, société civile et collectivités.

- l'Appel de Christchurch, lancé le 15 mars 2019 pour lutter contre les contenus terroristes en ligne,

- le Partenariat pour l'information et la démocratie, qui promeut l'accès à une information libre, plurielle et fiable. Lancé en 2019, il est soutenu par 50 Etats de toutes les régions.

La France invite à soutenir ces initiatives et à contribuer aux réflexions du Programme commun [des Nations Unies] lancé par le Secrétaire Général des Nations Unies.

Avec ces nécessaires précautions, oui, le numérique est notre meilleur allié pour une transformation verte. La France continuera à travailler dans cette commission, dans le souci de notre planète pour le développement durable.

Je vous remercie.